

Reboisement et problématique du développement durable dans les hautes terres : enjeux, acteurs et politiques

Numéro coordonné par :

Jean Emet NODEM, sociologue, Université de Dschang

Avec la collaboration de :

Yves Bertrand DJOUDA FEUDJIO, Sociologue, Université de Yaoundé I

Moïse TAMEKEM NGOUTSOP, Sociologue

Achille PINGHANE YONTA, Sociologue, Université de Yaoundé I

Basile TATSABONG, Géographe, INC, Yaoundé

Argumentaire

Aujourd'hui, il n'existe plus un seul pays dans le monde qui ne soit affecté d'une manière ou d'une autre par le phénomène complexe des changements climatiques. Ces changements s'opèrent en imprimant fortement leurs marques tant sur la terre ferme que sur les océans et les mers, sans oublier l'atmosphère à travers la fameuse couche d'ozone dont l'altération ne fait plus l'objet de doute aujourd'hui. L'équilibre climatique de l'Univers a été profondément bouleversé par les diverses activités humaines. Les progrès scientifiques et techniques ont eu pour revers une modification croissante des équilibres climatiques, aux conséquences bien souvent désastreuses.

Si dans les zones tempérées, les changements climatiques se font ressentir de plusieurs façons (fonte des glaciers, canicules spectaculaires, incendies des forêts, etc.), il y a lieu de reconnaître que la situation est tout aussi préoccupante dans les tropiques. Ainsi, dans les discours des organismes internationaux et des dirigeants des pays d'Afrique Sub-saharienne, l'on peut détecter un certain nombre de concepts et d'expressions soulignant l'ampleur des conséquences des changements climatiques sur le continent. Il s'agit de concepts et expressions du type : « *Avancée du désert* » ; « *Déforestation* » ; « *Pénuries d'eau* » ; « *Sécheresses* » ; etc. Ils traduisent l'inquiétude des dirigeants face à cette déferlante qui ne laisse que très peu de chance aux générations futures. L'urgence d'agir est donc réelle, et se présente désormais comme une nécessité, afin non seulement d'atténuer les effets induits par l'élévation du niveau des océans, mais aussi et surtout de ralentir ou stopper la grande avancée du désert. C'est à ce niveau que se révèle la problématique du reboisement, davantage en lien avec du développement durable (particulièrement sur les hautes terres).

L'on peut légitimement se réjouir de l'intérêt que les dirigeants des Etats sub-sahariens ont accordé à cette question du reboisement à l'échelle transnationale. Le projet de la grande muraille verte consistant en la plantation d'un large corridor d'arbres allant du Sénégal à Djibouti afin de stopper l'avancée du désert du Sahara, en est une parfaite illustration. En plus de ce grand projet transnational, il se développe de plus en plus dans des Etats, un ensemble de microprojets de reboisement dont le but est toujours de contrer l'avancée du désert, et d'inscrire le développement dans une durabilité certaine. Au Cameroun par exemple, l'opération « *Sahel Vert* » a fait parler d'elle. Certaines entreprises multinationales installées au Cameroun, notamment celles de la téléphonie mobile, prennent également très au sérieux la question environnementale. C'est ainsi qu'on assiste à l'existence des fondations qui mènent des actions de reboisement sur le terrain dans des écoles, à l'instar de l'opération « *un élève-un arbre* » menée sur l'étendue du territoire national.

Comme on peut le constater, la question du reboisement se pose dans des espaces sociaux, et reçoit des réponses spécifiques en fonction des contextes. L'urgence d'agir sur le terrain à travers des actions spécifiques en faveur du reboisement sur les hautes terres ne saurait occulter celle de construire une réflexion scientifique soutenue et plurielle sur cette question. C'est pourquoi, face à ces multiples enjeux désormais liés à la préservation de l'environnement, la Revue Des Hautes Terres se propose de consacrer son 7^{ème} numéro à la réflexion sur les questions concernant l'environnement des monts et des hautes terres en contexte africain. Ces dernières années, ces zones de Monts sont devenues des espaces très convoités par une pluralité d'acteurs. Si hier, on y rencontrait surtout de petits paysans qui y pratiquaient une agriculture de subsistance depuis les années de crise économique, aujourd'hui, l'Etat et les élites urbaines s'y affrontent pour des intérêts divers. Ces acteurs pluriels aux enjeux multiples développent des logiques d'occupation des Monts à caractère fortement conflictuel, à travers entre autres, de l'utilisation des ressources végétales, agricoles, hydrauliques, etc. Les grands éleveurs qu'on rencontre aussi sur ces sites sont davantage préoccupés par la survie de leurs troupeaux (bœufs, chèvres, moutons...) sans prendre en compte les agriculteurs qui, dans la plupart des cas, connaissent l'envahissement des champs par des bêtes en quête de pâturage. Aussi bien pour les activités liées à l'élevage que pour celles agricoles, les ressources pédologiques, végétales ou hydrauliques se trouvent abusivement et anarchiquement exploitées. Par exemple, à travers diverses techniques de

drainage et captable, les sources d'eau se trouvent polluées et désorientées de leur lit naturel, suscitant des conflits parfois sanglants entre les agriculteurs eux-mêmes, entre agriculteurs et éleveurs ainsi qu'entre les occupants des zones de mont et les populations vivant en aval.

Par ailleurs, la destruction du couvert végétal a provoqué la disparition de plusieurs espèces animales, par modification et désintégration de leur biotope. Liées aux activités humaines sur les monts, ces mauvaises pratiques ont des incidences négatives sur la préservation de l'environnement des Monts. Les zones de Mont présentent une richesse diversifiée. Imprudents, les hommes y exploitent pourtant anarchiquement des ressources naturelles (les forêts, la faune et la flore, la terre) dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la foresterie. Ces zones où l'environnement se prêterait volontiers à l'écotourisme, subissent désormais des activités intenses qui risqueront dans un avenir plus ou moins proche, de compromettre ces atouts spécifiques.

L'appel à contribution de ce numéro de la Revue Des Hautes Terres entend regrouper et catalyser le développement d'une communauté épistémique de chercheurs en sciences sociales et d'acteurs engagés dans l'analyse des questions environnementales. La publication de ce numéro pourra aider les politiques à s'attaquer efficacement aux questions environnementales auxquelles les zones des Monts sont confrontées. Ces chercheurs sont encouragés à partager leurs expériences sur les multiples aspects de l'environnement des Monts.

Quelques axes de réflexion (non exhaustifs)

- 1- Les enjeux globaux de la préservation de l'environnement.
- 2- Les questions relatives aux conventions ou à la politique environnementale au Cameroun ou en Afrique
- 3- Les activités pratiquées sur les Monts (agriculture, élevage...)
- 4- Les perceptions et les savoirs des différents acteurs (agriculteurs, éleveurs, élites rurales/urbaines, ONGs, etc.) sur les questions de reboisement des monts
- 5- L'historique de l'occupation des zones de monts
- 6- Risques environnementaux et santé des acteurs dans les zones de monts
- 7- Eau, reboisement et développement durable

Ainsi présentés de manière non exhaustive, ces axes peuvent être traités et enrichis individuellement ou transversalement. Les propositions de contribution sont attendues pour le **15 février 2014** au plus tard. Elles devront comporter le titre de la contribution, le nom et la qualité du ou des auteurs, un résumé de **300** mots maximum, accompagné de **5** mots clé. Elles devront être présentées sous format Word, police Times New Roman, caractère **12**.

Contacts pour envoi des résumés et textes :

revuedeshautesterres@yahoo.fr
jeanemet@yahoo.com

Temporalités :

Date limite de réception des résumés : **15 février 2014**
Date limite de réponse aux propositions : **25 février 2014**
Date limite de réception de texte intégral : **30 juin 2014**
Date de parution du numéro : **Septembre-Octobre 2014**

Coordination du dossier :

Jean Emet NODEM, Sociologue, Université de Dschang
Mail : jeanemet@yahoo.com

Comité Scientifique

Abdoul Hammeth BA, Université d'Evry Va d'Essonne, Albert DIKOUME, Université de Douala, Alphonse YAPI DIAHOU, Université de Paris-8, André TCHOUPIE, Université de Dschang, Athanase BOPDA, Université du Havre, Bernard TALLET, Université de Paris 1, Charles DIMI, Université de Dschang, Etienne PIGUET, Université de Neuchâtel, Guy-Serge BIGNOUMBA, Université Omar Bongo Libreville, Jean Luc DUBOIS, UMI Résiliences IRD Bondy, Jean-Paul TCHOU-BAYO, Université de Dschang, Joseph Gabriel ELONG, Université de Douala, KENGNE FODOUOP, Université de Yaoundé 1, Laurent FARET, Université de Paris 7 Diderot, Laurien UWIZEYIMANA, Université de Toulouse-2 Le Mirail, Luc SINDJOUN, Université de Yaoundé 2, Marie FALL, Université de Chicoutimi au Québec, Martin KUETE, Université de Dschang, Maurice TSALEFAC, Université de Dschang, Michel TCHOTSOA, Université de Ngaoundéré, Moïse MOUPOU, Université de Yaoundé-1, Moustapha SOUMAHORO, Université Laurentienne, Nathalie KOTLOK, Université de Poitiers, Patrick GONIN, Université de Poitiers, Paul TCHAWA, Université de Yaoundé-1, Pierre KAMDEM, Université de Dschang, Raoul ETONGUE MAYER, Université de Montréal, René Joly ASSAKO ASSAKO, Université de Yaoundé-1, Véronique PETIT, Université de Poitiers, Yves GUILLERMOU, Université de Toulouse le Mirail.